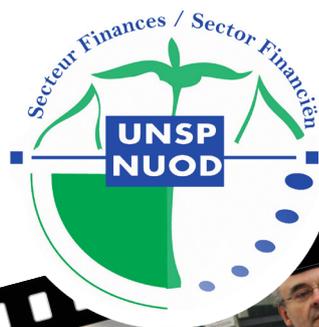


U.F. INFOS

OCTOBRE 2015

Votre mensuel du syndicat **UNSP** Secteur Finances



UN COMBAT PERMANENT POUR LA DÉFENSE DU SPF FINANCES ET DE SES AGENTS



SOMMAIRE



DE L'INDIGNATION AU MILITANTISME

4

Histoire d'une épopée :
le syndicalisme indépendant

6 Congrès UNSP

Regard sur quatre années de
combat syndical

Valeurs cultivées par l'UNSP



NOTRE ACTIVITÉ QUOTIDIENNE

14 Concierges, indemnités, agents A32...

EUROPE

15 Des actions un peu partout

MANIFESTATION NATIONALE

16 100.000 personnes dans les rues de Bruxelles



UNION NATIONALE DES SERVICES PUBLICS Secteur Finances

Rue des Colonies 18-24 Bte 4, 1000 BRUXELLES

@ : info@unsp-finances.be

☎ : 0032 – (0)2 - 218.16.59

SITE WEB: <http://www.unsp-finances.be>

Compte bancaire Cotisations :
BE15.0003.2562.2330

N° ISSN : 1372-5548 / Bureau de dépôt : Bruxelles X
ne paraît pas en juillet et en août

Editeur responsable

Aubry Mairiaux

Rédacteur en chef

Eric Brisbois

Collaborateurs

Philippe Dumont – Françoise Job
Nathalie Lekeux – Jean-Sébastien Noville
Myriam Tomiello – Cathy Verschraegen
Emmanuel Zamariola

Crédits photographiques

www.epictura.fr



L'édito

2011
2012
2013
2014
2015

Les 10 et 11 septembre, l'UNSP – Secteur Finances a organisé son congrès quadriennal.

Le programme de ce congrès était particulièrement chargé.

Ce fut tout d'abord l'occasion de jeter un coup d'œil sur les quatre dernières années : comme vous le découvrirez sur notre ligne du temps (pages 6 à 11), ces 48 mois furent bien remplis. Les actions, manifestations, grèves, pétitions, distributions, interpellations de l'Autorité... ont été nombreuses et variées. Bien loin de l'image négative souvent associée aux organisations syndicales. Oui, au cours de cette période, l'UNSP a mené un combat permanent pour défendre la Fonction publique, le SPF Finances et ses agents.

Défendre est bien le verbe approprié, tant les attaques que nous subissons se sont multipliées. Bien sûr, nous aurions souhaité obtenir plus de victoires, plus d'améliorations de vos conditions de travail... Mais, depuis quelques années, il ne fait pas bon être fonctionnaire.

En tout cas, nous pouvons vous garantir que sans l'UNSP, sans notre travail et notre pugnacité quotidiennement renouvelés, la situation de notre département et de son personnel serait bien pire.

Lors du congrès, nos anciens responsables, Francis SACRE et Albert VAN DE SANDE, avec leur verve légendaire, ont

exposé la genèse de notre mouvement, les difficultés rencontrées, mais surtout l'importance de notre organisation.

Plus que jamais, le syndicalisme indépendant a un rôle important à jouer... tant au niveau national qu'europpéen !

C'est pourquoi le président de l'U.F.E., Serge COLIN, et Elie LAMBERT, de nos collègues de Solidaires Douanes, ont également participé à notre congrès.

Leurs discours engagés et fédérateurs ont rempli nos réservoirs de toute l'énergie dont nous avons besoin !

Car le combat n'est pas terminé, loin de là. C'est pourquoi le congrès a également permis de définir les priorités et les valeurs que notre syndicat défendra de 2015 à 2019. L'ensemble des délégués a ainsi pu définir et voter le nouveau cahier revendicatif pour les années à venir, ainsi que deux motions :

- L'UNSP – Secteur Finances : des valeurs à cultiver (pages 12 et 13)
- Quel avenir pour la Fonction publique, le SPF Finances et ses agents ? (qui sera publiée dans le prochain U.F. Infos)

Soyez-en convaincus : **PLUS QUE JAMAIS, AU COURS DES ANNÉES À VENIR, L'UNSP – SECTEUR FINANCES SERA EN PREMIÈRE LIGNE POUR VOUS DÉFENDRE.**

**Un énorme merci à Albert, Elie, Francis et Serge pour leurs brillantes interventions.
Vous portez haut les couleurs du syndicalisme autonome !**



De l'indignation au militantisme

Histoire d'une épopée : le syndicalisme indépendant



En 1961, Louis ARMAND, de l'Académie française, publiait un livre intitulé *Plaidoyer pour l'avenir*.

Je voudrais vous soumettre un bref passage de ce livre, car il est bien représentatif, selon moi, de ce que furent la genèse et l'évolution du syndicalisme indépendant en Belgique, et plus particulièrement dans notre département.

« Lorsque les structures (administratives) provoquent l'évolution régressive, comme par instinct la masse des hommes se sent mal à l'aise et finit par s'insurger contre le pouvoir. On dit alors que le pays est divisé contre lui-même. N'est-ce pas plutôt que ses citoyens sont inquiets de le voir se tromper de route ? »

À cette même époque, les grandes centrales syndicales, toutes-puissantes et auréolées par les progrès sociaux obtenus de haute lutte, ne laissaient guère de place à une autre forme de syndicalisme.

Tant et si bien que de nombreux agents de certains secteurs (la poste et les administrations fiscales notamment) se sentaient en quelque sorte délaissés et incompris quant à certaines revendications spécifiques.

Aux Finances, la progression dans la carrière était extrêmement réduite, les concours et examens trop rares et particulièrement pénibles à cause d'une préparation non organisée et d'une formation inexistante.

Un soulèvement massif du personnel lors d'une épreuve ne trouva guère d'écho auprès des syndicats traditionnels et fut « récupéré » par des frondeurs qui eurent le courage de se dresser face à l'Autorité.

Les adhérents se comptèrent par milliers, et le bras de fer avec le Pouvoir fut long et violent, allant jusqu'à la réquisition (obligation pour les agents désignés de reprendre le travail sous peine de révocation).

Le soulèvement prit fin face à la démesure de la réplique, mais le Pouvoir

avait eu chaud, et les progrès sociaux et organisationnels suivirent : recrutement, formation, carrières et même, dans une loi de 1974, une première ouverture légale pour la représentativité d'une organisation syndicale « non traditionnelle ».

Merci au courage et à la détermination de nos pères, de nos grands-pères diront certains, parmi lesquels des noms restent gravés dans nos mémoires : LAHURE, BOLLENS, PROVOOST et bien d'autres.

Le syndicat unifié du personnel des Finances (SUPF) était né : il rassembla des fédérations (douaniers, commis des Finances, etc.).

Immédiatement, le combat se focalisa sur la représentativité du syndicalisme indépendant (appelé à cette époque « apolitique »), car la loi ne prévoyait guère de prérogatives pour les organisations qui n'obtiendraient pas cette représentativité.

Le syndicat unifié du personnel des Finances réclama immédiatement des élections sociales, seule voie démocratique pour une représentation syndicale crédible.

Allant même jusqu'à interpeller des hommes politiques pendant leurs débats électoraux, sollicitant des entrevues ministérielles, multipliant les contacts avec la presse et organisant des manifestations dans tout le pays **dans les années 70**, le syndicat apolitique se heurta à une résistance acharnée des organisations traditionnelles, qui ne voulaient manifestement pas prendre le risque d'un vote contestataire.

Avec les arrêtés d'exécution de 1984, la représentativité sur base du comptage des membres devint une réalité. Pour le mouvement syndical indépendant, c'est et cela restera une atteinte aux principes démocratiques, un manquement épinglé par les instances européennes.

Cependant, l'absolue nécessité de pouvoir bénéficier des prérogatives liées à la représentativité sectorielle (participation

aux comités de concertation, organisation de réunions dans les locaux, assistance aux concours et examens) a amené le syndicat indépendant à accepter les conditions imposées par la loi et à demander sa représentativité sous l'appellation Union Nationale des Services Publics – secteur Finances.

Dès le premier comptage, le syndicat obtint cette représentativité sectorielle, ce dont nous n'avions jamais douté.

Le début de l'exercice de nos prérogatives ne fut pas simple.

D'une part, les autres organisations syndicales ne faisaient évidemment aucun cadeau à cette organisation prétentieuse et contestataire : qui eût cru le contraire ?

Ensuite, la multiplication des réunions officielles, des comités de concertation officiels (comité de secteur, comité supérieur, comité intermédiaire et les nombreux comités de base), auxquels nous avons eu le masochisme de vouloir ajouter des réunions particulières comme celle concernant la formation des agents et un Comité antifraude, nous laissaient littéralement submergés par le travail.

Ne cachons pas que cette période de **la fin des années 80** nous avait quelque peu éloignés de notre base, ce qui irrita une partie du personnel et aboutit à la naissance des « comités de défense ».

Mais grâce à un travail remarquable de notre base, grâce à nos délégués et militants, grâce à nos techniciens de terrain et à la création de groupes de travail spécifiques à chaque métier, grâce à l'exercice des nos prérogatives parmi lesquelles les réunions dans les locaux et les assemblées générales du personnel, le secteur Finances de l'Union Nationale des Services Publics est devenu, dès 1992, le premier syndicat du département des Finances.



N'oublions jamais que ce résultat fut le fruit de l'engagement et du militantisme de centaines d'agents, chacun apportant sa pierre à l'édifice.

Depuis lors, dans toutes les négociations, dans toutes les actions de terrain, dans toutes les prises de position, le syndicalisme indépendant a imposé le respect et pesé sur les décisions de l'Autorité.

De son côté, l'UNSP a montré à l'Autorité sa capacité à ouvrir le débat, à prendre ses responsabilités.

Les années 90 furent celles de la lutte syndicale pour obtenir des moyens humains, techniques et juridiques plus importants dans le but d'améliorer la qualité du travail et d'atteindre une meilleure justice fiscale.

Des militants et des représentants de l'UNSP se sont à nouveau opposés à l'Autorité pour dénoncer le manque de moyens de lutte contre la fraude fiscale et un laxisme évident du monde politique.

Au début, les réactions, tant de l'Autorité que des syndicats traditionnels, ont varié de l'agacement au mépris. Mais peu à peu, des voix favorables se sont élevées dans le monde social et dans la société civile.

L'UNSP a rejoint d'autres syndicats européens précurseurs dans ce combat, tel le Syndicat National Unifié des impôts (SNUI) – devenu SOLIDAIRES – et adhéré à une organisation de stature européenne, l'Union des Fonctionnaires Européens (UFE).

De nombreuses propositions concrètes, émises par l'UNSP à cette époque, ont vu leur application partielle se concrétiser dans les années qui ont suivi.

Hélas, le combat pour la justice fiscale est une lutte permanente aux dimensions internationales, et les résistances à l'impôt sont énormes. Il faut sans cesse remettre l'ouvrage sur le métier et essayer de s'adapter à l'inventivité sans borne de ceux qui refusent toute notion de solidarité.

Depuis les années 2000, le syndicalisme indépendant a tenté et souvent obtenu un rapprochement stratégique avec les autres syndicats de notre département. Des « fronts communs », parfois éphémères, ont vu le jour et ont permis de rassembler le personnel sur un socle commun de revendications. Des manifestations importantes ont été organisées et suivies massivement par le personnel des Finances pour la défense de l'emploi, de notre statut, de nos carrières.

Mais la tâche est rude face à des gouvernements de droite, cultivant l'austérité et le mépris de la Fonction publique.

D'autres, à cette tribune, vous expliqueront mieux que moi les attentes concrètes d'une organisation aussi éclectique que l'UNSP Finances.

Pour ma part, au vu de tout ce que je viens de développer, au vu de plus d'un demi-siècle de syndicalisme indépendant, je voudrais conclure dans un cri : lorsque vous êtes indignés par un dysfonctionnement, une injustice dans le cadre de votre travail, levez-vous et criez-le ! Ne laissez jamais personne contraindre votre liberté d'expression, même sous le prétexte du devoir de discrétion ou de fidélité à la structure !

Militez pour changer les travers de la société, pour améliorer les structures du vivre ensemble !

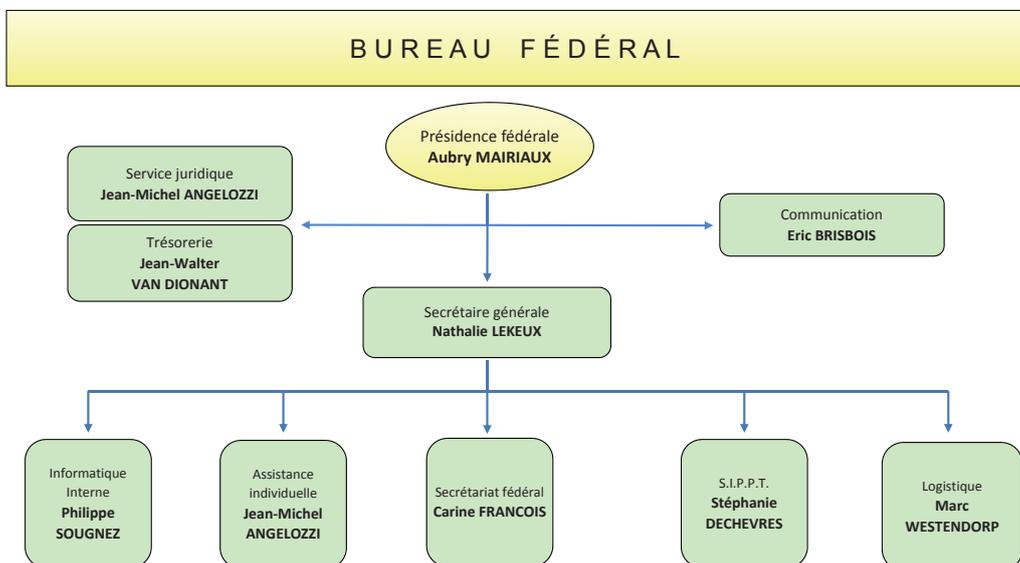
Montrez aux autres quelles sont vos valeurs et n'hésitez jamais à les défendre !

Plus tard, lorsqu'ils seront adultes, vos enfants et vos petits-enfants jugeront plus positivement votre investissement dans une cause noble que les cadeaux éphémères de leur enfance.

Francis SACRE, 11 septembre 2015.

BUREAU FÉDÉRAL

Ce congrès a également permis d'élire le président de l'UNSP – Secteur Finances : Aubry Mairiaux a ainsi été réélu à la tête de notre organisation. Voici la composition de son équipe :



QUATRE ANNÉES DE COMBAT...

Au cours des quatre dernières années, les attaques envers les fonctionnaires et en particulier les agents du SPF Finances n'ont jamais cessé ! Nos acquis, nos métiers... ont été continuellement menacés.

L'UNSP - Secteur Finances a mené de nombreuses actions pour défendre le département, pour VOUS défendre !



**OCTOBRE
NOVEMBRE
2011**



**DÉCEMBRE
2011
JANVIER
2012**

**FÉVRIER
MARS
2012**

**AVRIL
MAI
2012**

Grève contre la réforme des pensions :
1^{ère} réforme en matière de pensions !

Bien que je sois libéral, on ne doit pas s'inquiéter, j'ai la fibre sociale...

Débuts du télétravail et du travail en bureaux satellites

HAHAHAHA !!!



Enquête de satisfaction

4 agents sur 5 estiment que le SPF Finances n'est pas à leur écoute.

Et P&O est satisfait des résultats de l'enquête...

Coperfin

Début dans le chaos des basculements dans les nouvelles structures.

Fermetures de bureaux et désignations d'office.

L'UNSP dénonce le manque de transparence, de respect, la remise en cause des mutations, l'absence de valorisation des brevets...

Première assemblée des délégués en front commun syndical



Le SPF Finances remporte, avec 8 autres SPF, le Randstad Award de l'employeur le plus attractif... **SÉRIEUSEMENT ?**

Manifestation contre l'austérité annoncée. L'index est menacé, nos pensions visées, l'emploi dans la Fonction publique est en péril...



Grande tournée d'assemblées générales

dans tout le pays, organisée en front commun.

Plus de 5.000 agents y assistent. La présence massive du personnel est un premier signal fort à l'Autorité :

- refus du glissement pur et simple prévu par l'Autorité,
- refus de la suppression des mutations,
- revendication de la fonctionnarisation sans délai des agents des hypothèques,
- refus de la centralisation excessive,
- dénonciation des politiques de réduction des effectifs via le non-remplacement des agents au SPF Finances.



L'UNSP est reçue en Commission des Finances

Nous expliquons, au moyen de cartes, le paysage futur du SPF Finances et la réduction du service offert au public qui en résultera.

JUIN
JUILLET
2012

AOUT
SEPTEMBRE
2012

OCTOBRE
NOVEMBRE
2012

DÉCEMBRE
2012
JANVIER
2013

Assemblée générale des hypothèques où plus de 400 agents des hypothèques sont présents !

Toujours pas considérés comme des agents du SPF Finances malgré les promesses de Didier Reynders...

La solidarité et la détermination sont des éléments qui ont permis à ce dossier d'aboutir.



Scanning de Namur et Gand

Au départ, argumentant que les conditions de travail avaient changé, l'Autorité entendait supprimer les compensations offertes aux agents qui acceptaient une surcharge de travail durant une période propice aux vacances. Là, un véritable dialogue a été mis en place et a abouti à un triple WIN : pour le SPF Finances, pour les citoyens et pour les agents.

Kid's Day
à Bruxelles
uniquement

L'UNSP remet un avis négatif sur le plan de personnel 2012

Ultimatum fixé au 11 septembre !

Réponse cinglante et provocante de l'Autorité : aucune de nos demandes n'est rencontrée...



8.000 agents des Finances dans la rue pour manifester contre la perte de certaines indemnités, la suppression des mutations, la fin de la carrière spécifique, le glissement pur et simple dans les nouvelles structures, l'encommissionnement du dossier des hypothèques. En présence de membres de l'UFE et de la CESI. Le ministre des Finances est à nouveau aux abonnés absents...

Au SPF Finances, le président du Comité de direction semble avoir entendu partiellement nos revendications. Des projets concernant les étapes des basculements sont mis sur la table. Mais ils excluent les agents des services centraux et ne permettent pas aux agents de choisir l'administration à laquelle ils veulent appartenir. En matière de centralisation, quelques bâtiments sont maintenus. Mais les avancées sont insuffisantes pour l'UNSP.

Nous avons toutefois obtenu :

- un début de *postulation générale*,
- un basculement zéro,
- un comité de suivi pour régler les cas problématiques,
- le dossier carrière et fonctionnarisation des hypothèques.

FÉVRIER
MARS
2013



On prend un autre... et on recommence !

AVRIL
MAI
2013



Projet d'horaire variable... qui fait table rase de nombreux acquis sociaux !
Inacceptable en l'état pour le personnel !

JUIN
JUILLET
2013

Les **agents du niveau D** sont enfin rétablis dans leur droit !
Les **primes d'intégration** pour les collaborateurs financiers (demande du 21 janvier 2011) sont régularisées en septembre 2013 !

AOÛT
SEPTEMBRE
2013

Potential Leaders
Club 35
Ancienneté à la trappe !

La priorité de la mutation sur la nomination est remise en question !

Nouveau projet de mesure totalement anti-sociale : la **suppression de l'indemnité funéraire** alors que le gouvernement maintient la cotisation de 0,5 % qui servait à financer cette mesure. Du vol pur et simple !

Face à ce projet abject, comme d'autres, nous avons incité les agents à réagir. Ces réactions ont été massives, spontanées et immédiates et... **le projet a été remis au frigo.**



Une pétition recueillant près de 11.500 signatures pour le maintien des formations certifiées est remise à l'Autorité.

L'UNSP rejette le plan de personnel pour 2013
Pour ceux à qui le basculement pose problème, P&O offre la corde pour se pendre !!!

Réunions importantes concernant le **basculement**.
Pour l'UNSP, le projet est inabouti. Nous proposons à l'Autorité de poursuivre les négociations. Nous essayons un refus, et l'Autorité décide de manière unilatérale et prématurée de clôturer les négociations.

Nous avons remis un avis motivé défavorable, et dès le mois de mai, des actions de protestations ont été menées à Charleroi et à Bruxelles.

Bonnes nouvelles, ces actions ont abouti à trois avancées importantes :

- La **mutation prime à nouveau sur la promotion et le recrutement**, du moins pour les agents B, C et D et les agents des classes A1 et A2.
- Le **dossier hypothèques** avance à grands pas.
- Évolution favorable du **télétravail**.

Grève du zèle des douaniers pour des conditions de travail acceptables



Manifestation du front commun
Près de 10.000 agents battent le pavé contre les carrières Bogaert !



10.000 agents dans la rue ? Ça veut dire qu'il y en a 70.000 qui sont d'accord avec moi...

En vrac :
P&O a tenté de supprimer les billets BULK de 1^{ère} classe, contrairement à ce que prévoient les arrêtés en vigueur. Le Directeur a été rappelé à l'ordre suite à la réaction des syndicats.
P&O tente de passer en force son projet d'horaire variable avec toutes les régressions qu'il comporte. Le front commun interpelle le ministre.
Les textes concernant le basculement sont publiés tels quels. La rentrée promet d'être chaude.
Les douaniers se mobilisent pour obtenir des avancées au niveau des allocations pour le travail en shift.
Quelques heures de perturbation du trafic aérien (grèves du zèle) ont suffi pour décider l'Autorité à négocier. Le système est devenu plus flexible et les indemnités ont été considérablement augmentées.
Organisation d'une assemblée générale pour les A3, qui n'ont plus accès aux récupérations et dont la hauteur de la bonification varie d'un agent à l'autre.

OCTOBRE
NOVEMBRE
2013

DÉCEMBRE
2013
JANVIER
2014

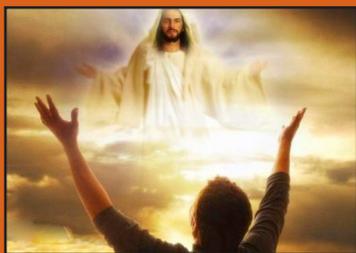
FÉVRIER
MARS
2014

Début du gel des
recrutements

AVRIL
MAI
2014

Après 30 ans d'attente, un **premier arrêté royal en faveur du dossier hypothèques** est enfin publié !

L'acharnement paie. La fonctionnarisation sera effective au 1^{er} mai 2014.



22 assemblées générales sont organisées dans tout le pays. En front commun syndical, pour faire le point avec vous sur la situation.

Au menu: horaire variable, basculement, plan d'infrastructure, carrières, télétravail, indemnités, service bien-être, effectifs au SPF Finances...

Premier sondage UNSP, afin de nous assurer que nous ne faisons pas fausse route dans notre façon de défendre les dossiers. Nous avons reçu plus de 6.000 réponses !

De nombreux délégués de l'UNSP se sont rendus à Paris à la demande de Solidaires Finances publiques et Solidaires Douanes pour soutenir nos collègues français.

Suite aux restrictions, nos mess sont de plus en plus menacés. En plus d'une campagne d'affichage, nous avons lancé une pétition de soutien pour maintenir un maximum de mess, restaurants et cafétérias au SPF Finances.



Deux protocoles nous sont soumis et une assemblée générale des délégués est organisée à Bruxelles :

- **Protocole horaire variable** : la plupart de nos revendications sont rencontrées. Pour rappel, l'UNSP a demandé l'octroi d'un jour de compensation, nous l'obtiendrons concrètement en mai. Malheureusement, la demande concernant les A3 n'a pas abouti (l'opportunité de choisir un régime ou l'autre leur est refusée) .

- **Protocole Basculement 3** : on obtient le surnombre, mais de nombreuses promesses restent sans fondement concret. On a constaté les avancées, mais nous avons remis **un avis négatif sauf si...**

Les autres organisations syndicales ont pris acte. Ils ont fait confiance aux promesses, alors qu'il n'y avait toujours aucun plan social, aucune mesure d'accompagnement.

Cela a sérieusement grippé l'élan, la force, la mobilisation que nous avons activés ces derniers mois. Nous en avons gardé un goût amer.

Suite à notre avis défavorable, nous sommes partis à la rencontre de nos adhérents.

Le basculement à la Documentation patrimoniale est un fiasco. L'UNSP a toujours clamé que la réforme se faisait dans la précipitation et que les projets n'étaient pas aboutis. En effet, les agents ont fait un choix, les résultats ont été communiqués, mais l'Administration n'avait pas tenu compte d'exigences de fonction, n'avait pas pris en considération le transfert imminent de 680 agents à la Région flamande, la suppression de certaines localisations et bien d'autres éléments qui mettent en évidence l'incompétence de nos managers. Bref, on recommence à la Doc pat'...

L'austérité fait des ravages, et les manifestations se multiplient. L'UFE rassemble ses forces vives, et une action est organisée à Bruxelles.

Une délégation de l'UNSP est présente à Paris, à la demande de Solidaires Douanes, qui manifeste pour une douane forte et un service public de qualité.

Vague d'actions dans tout le pays entre le 27 novembre et le 5 décembre. Les 18 actions de protestation se sont clôturées à Mons par l'enterrement du SPF Finances.



Rencontre entre le ministre Geens et les quatre organisations syndicales représentatives. Le ministre ne semble pas réaliser la gravité du malaise qui sévit au SPF Finances...



JUIN
JUILLET
2014

AOUT
SEPTEMBRE
2014

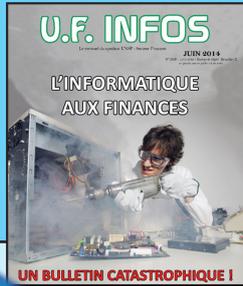


OCTOBRE
NOVEMBRE
2014

DECEMBRE
2014
JANVIER
2015

Enquête de l'UNSP sur l'informatique
au SPF Finances.

Des résultats
catastrophiques !



Nouveau gouvernement !

Plus que jamais, notre statut est mis à mal ! L'accord du gouvernement n'augure rien de bon. Les fonctionnaires fiscaux en sont réduits à être des partenaires et les douaniers des facilitateurs ! Nos pensions sont encore victimes d'une nouvelle réforme via, entre autres, un relèvement de l'âge légal de la pension et une révision du calcul.

Il n'en fallait pas plus pour qu'une manifestation de grande envergure soit organisée.



Le SPF Finances fait partie de la solution et non du problème !

C'est le slogan de notre campagne de mobilisation pour les actions de janvier 2015.

Première action SMILEY. Notre demande : du personnel et la fin des politiques de régressions sociales.

Plan opérationnel 2014 du SPF Finances :
Un seul mot d'ordre :
faire mieux avec moins de moyens...

Fin de la
médecine préventive

Le surnombre dans le cadre
du basculement est acquis

JOURNAL
D'UN PAS SI VIEUX FISCARD

Il y a 10 ans, on était 11 dans mon service. Du boulot, c'est pas ça qui manquait. On avait du temps pour faire notre travail : LUTTER CONTRE LA FRAUDE !!!



5 ans plus tard, on était déjà plus que 7. Mais le nombre de dossiers lui n'avait pas diminué. Pas comme nos cheveux...



2014, la limite est dépassée... Nous ne sommes plus que 4. Et pourtant, tout reste prioritaire ! Et je ne parle pas de toutes ces statistiques à remplir ! Lutter contre la fraude, laissez-moi rire ! Ou pleurer en fait...



NON, ON NE PEUT PAS TOUJOURS FAIRE PLUS AVEC MOINS !



Depuis la marche blanche, aucune manifestation n'avait rassemblé autant de monde.

En effet, nous étions **plus de 120.000** à crier notre indignation, à exiger que cesse ce mépris et à demander des solutions alternatives.



FEVRIER

MARS
2015

Fin du gel des recrutements

AVRIL
MAI
2015

JUIN
JUILLET
2015

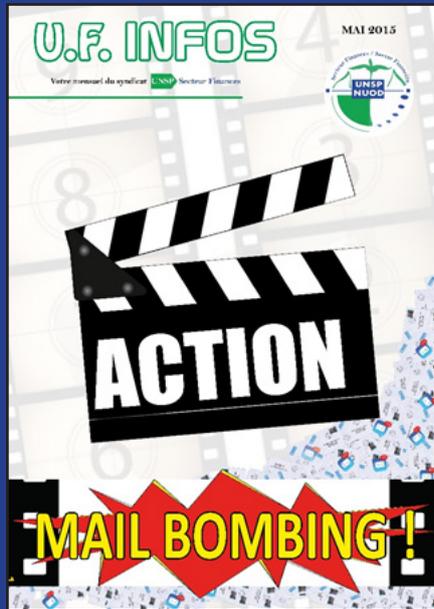
AOUT
SEPTEMBRE
2015

Des AG sont à nouveau organisées à travers tout le pays, l'UNSP ne peut se satisfaire de cette situation. Mieux vaut mourir debout que vivre à genoux.

Une enquête est réalisée et plus de 5.000 agents se prononcent : 84 % en faveur de nouvelles actions !

Un mot, un geste, et l'UNSP fait le reste :

ACTION MAIL BOMBING !



Nous étions à côté de nos partenaires sociaux à essayer de défendre **les pensions**. Le combat est loin d'être terminé.

Communiquer rapidement avec ses affiliés : rejoignez l'UNSP sur Facebook !



Action de sensibilisation auprès du public dans les files d'attente lors du remplissage des déclarations IPP. Nous avons distribué des chocolats aux contribuables et leur avons expliqué ce qui les attendait si le manque de personnel actuel n'était pas rapidement comblé par des engagements massifs.

Il semble qu'à force de taper sur le clou, nous ayons convaincu l'Autorité de revoir sa copie, au moins concernant les besoins en personnel. En effet, au vu du dernier plan de personnel, **les effectifs seront sensiblement renforcés par 1.700 nouvelles recrues !** Mais nous sommes comme saint Thomas... on attend de voir. Il est fini, le temps de la naïveté candide.

Mais il aura fallu maintenir la pression et user de créativité.



L'Autorité remet en question la délivrance d'abonnements combinés SNCB-STIB pour les agents travaillant à la Finance Tower (Finto) à Bruxelles.

L'UNSP met en ligne une pétition signée par plus de 1.000 agents, suite à laquelle l'Autorité fait marche arrière. Les abonnements existants subsistent. Pour les nouveaux agents, le chef fonctionnel décidera, en fonction du régime de travail, de l'opportunité d'un abonnement ou de cartes multi-voyages à rembourser.

Nous n'avons pas fini. Il y a encore beaucoup de dossiers à défendre, et le danger de régressions sociales est bien présent.

Mais pas de fatalisme, pas de résignation !

La misère, c'est ce qui nous attend si on ne réagit pas ! Et là, nous avons encore la force d'aider notre prochain, nous avons encore la force de lutter. Nous avons été présents sur tous les fronts, et nous avons la ferme intention de continuer sur la même voie. La manifestation de ce mois d'octobre en est un nouvel exemple. Merci à tous les délégués et affiliés qui sont venus nous rejoindre pour dire NON aux mesures envisagées par le gouvernement. Cela ne s'arrêtera malheureusement pas là, et nous comptons plus que jamais sur vous pour soutenir les prochaines actions. Il est hors de question de fléchir devant un tel mépris pour nos acquis, nos métiers...

Ensemble, on peut changer les choses !

Plan opérationnel 2015 du SPF Finances : encore et toujours faire plus avec moins...



Sur la N-VA, je me suis trompé...
Sur le reste, je VOUS ai trompés...

Un syndicalisme de proximité

L'UNSP – Secteur Finances a le souci constant de vivre au plus près des préoccupations des agents du SPF Finances. Présents dans toutes les régions du pays, forts d'un réseau très dense de délégués, techniciens et adhérents, nous sommes à l'écoute des demandes individuelles et collectives, et des revendications nouvelles du personnel.

Un syndicalisme efficace

Les revendications sont la raison d'être du syndicalisme. L'efficacité d'un syndicat se mesure à sa capacité à faire aboutir ses demandes, à faire avancer le progrès social. Le syndicalisme pratiqué par l'UNSP – Secteur Finances est tourné vers ce seul but. Pour cela, notre syndicat estime que le rassemblement du plus grand nombre est nécessaire. Aussi recherchons-nous toujours l'unité syndicale.

Par ailleurs, si la démarche unitaire fait partie de nos valeurs, celle-ci ne doit pas constituer un frein à l'expression de nos propres revendications ni à la mise en œuvre de nos pratiques et de nos stratégies. Si elle devient contre-productive, il faut savoir, quel que soit le niveau où l'on se situe, s'en extraire pour demeurer cohérent.

Une indépendance active

Le syndicat national UNSP – Secteur Finances n'est lié à aucun parti politique, à aucune autorité, à aucune institution financière ou religieuse.

Nous vivons notre indépendance de façon active, sans craindre de nous prononcer sur certaines décisions politiques quand elles ont des conséquences sur la situation collective de nos membres ou quand elles interfèrent sur nos valeurs et nos idéaux.

L'UNSP – Secteur Finances veut être associée à l'amélioration de la qualité du travail, particulièrement à la recherche de la meilleure voie pour lutter contre la fraude fiscale. En effet, nous estimons que les agents de tous les niveaux sont les meilleurs témoins des dysfonctionnements éventuels et doivent, à ce titre, être consultés sur les améliorations à mettre en œuvre.

L'indépendance de notre syndicat, c'est sa capacité à dire non et à agir ensuite, si des décisions vont à l'encontre des revendications de nos adhérents ; c'est également sa capacité à dire oui, si des décisions concourent à les satisfaire.

Un syndicalisme pointu

L'UNSP
Secteur
Finances
est un syndicat
spécifique aux
Finances. Nos membres
appartiennent tous au personnel
du SPF Finances. Ils viennent de
toutes les administrations, de tous les
corps de métier de notre département.

Grâce à l'implication de nombreux techniciens, notre syndicat monte des dossiers complets et pointus lorsqu'une problématique surgit... Ces dossiers sont notre meilleure arme pour défendre le personnel des Finances et ses spécificités.

Un syndicalisme constructif, positif, combattif et raisonnable

Dans la négociation, l'UNSP – Secteur Finances se veut constructive, via la recherche d'une solution profitable à toutes les parties. Tout en étant combattifs dans la défense des droits des agents, nous veillons à rester un interlocuteur fiable, positif et raisonnable.



Une action syndicale multiforme

Le souci d'efficacité syndicale qui anime l'UNSP – Secteur Finances la conduit à retenir tous les moyens qui peuvent permettre de satisfaire des revendications : élaboration de dossiers et de propositions argumentées, présentation aux responsables administratifs et politiques, recherche de l'appui de l'opinion publique, contacts avec les médias, réalisation de vidéos explicatives, enquêtes auprès des adhérents ou de l'ensemble du personnel, manifestations et actions plus dures.

L'UNSP – Secteur Finances emprunte la voie équilibrée d'un syndicalisme qui ne renonce ni à l'action, ni à la confrontation institutionnelle, ni à la négociation...

Une démocratie syndicale vivante

Au sein de notre syndicat, ce sont les adhérents et les délégués qui décident des revendications, des moyens d'action. Revue mensuelle, assemblées générales, réunions fréquentes, congrès sont autant d'occasions de débattre et de décider.

Une communication diversifiée et permanente

Le soutien actif du personnel aux organisations syndicales passe par la compréhension des enjeux et des revendications et par le partage de ceux-ci. C'est pourquoi, plus que jamais, la communication est importante pour l'UNSP – Secteur Finances.

En matière de communication, nos principaux interlocuteurs demeurent nos adhérents. Notre communication interne doit faire l'objet de la plus grande des attentions. Celle-ci s'articule principalement autour de notre site internet et de notre mensuel, l'*U.F. Infos*.

In fine, en matière de communication interne, l'amélioration des liaisons entre les différents organes du syndicat – équipe fédérale, COFEDE, régionales, délégués et adhérents, mais aussi nos collègues du NUOD – Sector Financiën – doit demeurer un objectif permanent.

Une communication externe de qualité est également primordiale.

Cette communication externe vise différents interlocuteurs :

- l'ensemble des agents du SPF Finances : via notre site internet, les courriels, nos vidéos, nos enquêtes, des visites de bureau ou l'édition d'*U.F. Infos bureaux* ;
- la presse : via les conférences et communiqués de presse ;
- le monde politique : via des communiqués aux responsables politiques ou à la commission des Finances et du budget ;
- nos collègues des autres pays : via l'UFE et la CESI ;
- l'ensemble de la population.

En matière de communication, l'UNSP – Secteur Finances fera également son entrée sur les réseaux sociaux, notamment via la création d'un compte Facebook.

De même, la valorisation de toute victoire syndicale, si petite soit-elle, doit être utilisée, car elle est un argument fort pour convaincre de l'utilité de se mobiliser et de soutenir l'action des organisations syndicales.

Un appui réel pour nos adhérents

Via cette communication, l'assistance individuelle et éventuellement juridique, l'assistance collective par la concertation, l'UNSP – Secteur Finances veille à constituer une aide permanente pour ses adhérents.

Par toutes ces valeurs que nous tentons de cultiver quotidiennement, nous veillons à éviter le dilemme dans lequel on voudrait enfermer l'action syndicale en Belgique, à savoir soit choisir d'accompagner les reculs sociaux, soit se cantonner dans la contestation.

La voie que nous empruntons évite ces bornes pour trouver l'équilibre entre un

syndicalisme qui ne renonce ni à l'action, ni à la confrontation, ni à la négociation : construire, proposer, agir, informer, défendre et soutenir.

C'est sans aucun doute en pratiquant à la fois et de manière coordonnée un syndicalisme de proposition, de lutte, de représentation, de proximité et de rencontre, un syndicalisme ouvert et en prise avec la société dans laquelle il évolue, un syndicalisme de convictions et de valeurs, que nous poursuivrons notre développement au service du syndicalisme d'adhérents que nous revendiquons.





NOTRE ACTIVITÉ QUOTIDIENNE



Congrès quadriennal, manifestation nationale du 7 octobre, marches européennes et autres actions à Bruxelles et Namur les 15, 16 et 17 octobre : la rentrée syndicale a été particulièrement chaude.

Mais notre activité ne s'est pas limitée à ces actions.

Concierges

Le cadre réglementaire relatif à l'occupation des concierges est en cours de négociation en Comité de secteur II.

La négociation se poursuit, mais nous devons souligner un point important : **le président du Comité de direction dirige les négociations et le dialogue social est**

réel et constructif.

Ce n'est pas un hasard, et il s'agit d'une nouvelle preuve que le problème ne vient pas des organisations syndicales.

Il est malheureux que d'autres responsables ne prennent pas exemple sur les capacités d'écoute et l'ouverture du président. Ne s'improvise pas gestionnaire des ressources humaines qui veut !

Sessions d'information à propos des nouvelles carrières

Les sessions organisées étant complètes, l'UNSP a interpellé l'Autorité afin que d'autres sessions soient organisées. Nous avons reçu une réponse positive.

Pour parler à un correspondant, tapez 3... NOUS AVONS INTERPELLÉ L'AUTORITÉ

Nous avons également interpellé l'Autorité à propos des sujets suivants :

• La modernisation des indemnités et allocations

Dans le cadre du dossier qui est soumis à la négociation, l'UNSP souhaite aborder la problématique de manière globale. L'UNSP a demandé qu'une négociation concomitante soit initiée pour l'adaptation de certaines primes existantes (par exemple, la prime de télétravail, de bilinguisme...) ou encore la création de nouvelles primes, telle qu'une prime de risques.

• Les indemnités de frais de séjour et de parcours

D'après nos informations, il semble que les services P&O refusent - de manière officielle ou insidieuse - d'octroyer aux agents ce qui est prévu par la législation. Puisque le point des indemnités fait partie de la négociation actuelle du Comité de secteur II, l'UNSP souhaiterait savoir ce qu'il en est.

Le président du Comité de direction nous a certifié que la législation serait respectée.

• Le basculement 2 : mesures correctrices pour les conseillers A32 rémunérés comme tels depuis le 1^{er} septembre 2013 (incohérence relative au montant de la 1^{ère} bonification)

À plusieurs reprises, l'UNSP a soulevé cette problématique auprès du département et des ministres successifs. Les ministres

ont chaque fois évoqué l'analyse du dossier sans jamais prendre de décision. Le personnel manifeste, à nouveau, son courroux à l'égard de cette injustice.

Nous venons encore d'écrire à ce propos au ministre de la Fonction publique.

Nous avons également écrit au président du Comité de direction, afin qu'on nous précise enfin si nous pouvons espérer une solution respectueuse du personnel des Finances.

Malheureusement, toujours aucune réponse.

L'UNSP a également demandé que les points suivants soient mis à l'ordre du jour d'un comité intermédiaire de concertation en matière de personnel :

- Évaluation de l'horaire variable, du télétravail et du travail en bureau satellite
- Fonctions supérieures – Chargés de mission
- Fumigation des containers et agressions armées envers les douaniers

Ces thèmes sont à l'ordre du jour de la réunion du 27 octobre prochain.



Rejoignez-nous sur Facebook

L'UNSP – Secteur Finances a créé une page sur le réseau social Facebook : UNSP Finances.

Rejoignez-nous pour rester informés des actualités syndicales. N'hésitez pas à inviter vos collègues à aimer notre page, ainsi que celle de l'UNSP.



28 Europe

ÇA SE PASSE EN EUROPE AUJOURD'HUI !



De nombreuses manifestations, grèves, mobilisations, actions et *démonstrations* de la colère des agents des services publics ont eu lieu au printemps dernier, à travers toute l'Europe.

Mais le mouvement ne s'est pas arrêté.

Comme en Belgique ce 7 octobre, des mobilisations et actions des administrations financières se sont déroulées en Europe, dans des cadres dépassant les dimensions de nos administrations.

À cet égard, l'UFE a adressé divers messages de soutien (voir sur le site internet de l'U.F.E.) à ses syndicats membres. Elle encourage la réussite de leurs diverses initiatives et souhaite que convergent rapidement les élans de solidarités nécessaires pour inverser le cours des politiques à l'œuvre qui visent à détruire les services publics et à réduire massivement les moyens d'exécution de leurs missions au service du public.

ALLEMAGNE

Le DSTG (syndicat des agents des impôts) a appelé à une journée nationale d'action le 30 septembre, avec comme mot d'ordre le slogan *Journée pour la Justice fiscale !*

Le DSTG a mené une campagne de presse sur ce thème, en évoquant divers sujets, tels que l'importance du rôle de l'administration fiscale ainsi que la nécessité de conserver les moyens nécessaires à son bon fonctionnement et de préserver la confiance des citoyens-contribuables envers les agents des Finances.

Nous sommes indispensables à la réalisation d'une véritable équité fiscale et à la bonne gestion des finances est un des leitmotivs repris par le syndicat membre de l'UFE.

L'espace européen est également le lieu de convergence nécessaire pour la défense des administrations financières, a rappelé récemment Thomas EIGENTHALER, président du DSTG et vice-président de l'UFE.

GRANDE-BRETAGNE

Depuis de longs mois, le syndicat P.C.S. (Public and Commercial Servants) mène une campagne d'action contre la politique d'austérité du gouvernement CAMERON qui détruit les emplois publics et réduit de façon drastique les dépenses publiques. Le P.C.S. déclare et répète, lors des diverses manifestations organisées depuis la fin d'année 2013, que **les coupes budgétaires ne sont ni nécessaires ni inévitables. Une réelle alternative est possible !**

Les syndicats et diverses associations ont organisé une nouvelle manifestation le 4 octobre à Manchester, où se déroulait la conférence du Parti conservateur de David CAMERON.

Les manifestants se sont rassemblés sous le slogan **Non à l'austérité, oui aux droits des travailleurs !**

FRANCE

En France, le 8 octobre, les syndicats des Finances ont appelé à une mobilisation, dans un cadre dépassant la seule sphère de la DGFiP (Direction générale des Finances publiques).

Les syndicats ont notamment défilé derrière la banderole **L'austérité étouffe les jeunes, les salariés, les retraités ! Un progrès social est possible et nécessaire !** et dénoncé que *cédant aux pressions des puissances financières, au Medef (Mouvement des Entreprises de France), aux injonctions de Bruxelles, le gouvernement déroule une politique qui remet en cause notre modèle social assis sur l'égalité, la justice et la solidarité.*

ET PUIS LES MARCHES EUROPÉENNES

Ces 15, 16 et 17 octobre se sont déroulées à travers la France, le Luxembourg et la Belgique, les phases ultimes des *Marches européennes* organisées par diverses organisations, dont ATTAC. Ces marches se sont achevées par une grande manifestation à Bruxelles, alors que s'y déroulait le *Sommet du Conseil européen*. L'UNSP et d'autres syndicats membres de l'UFE étaient présents.



100.000 personnes dans les rues de Bruxelles !

L'UNSP était bien représentée ce 7 octobre à Bruxelles. Un grand merci aux adhérents et délégués présents...

Oui, les agents du SPF Finances sont en colère !

Oui, une alternative existe !

Oui, le personnel du SPF Finances et une lutte efficace contre la fraude fiscale font partie de cette alternative !

